

Il y a assez de preuves qui démontrent que, depuis la croissance des grandes compagnies multinationales, l'intervention du gouvernement dans le commerce et le nouveau mercantilisme mondial, il existe maintenant une nouvelle manière de dominer les marchés qui ne permet pas aux nouveaux venus de percer. Il n'est plus question des petites boutiques qui surgirent au dix-huitième siècle en Angleterre. Il est question de grands monolithes qui s'étendent d'un pays à l'autre. Je ne dis pas qu'ils font tous partie d'une conspiration, mais que c'est là la façon dont le monde a évolué et que nous sommes bien obligés d'en tenir compte.

Beaucoup de ces grandes compagnies ont accès à des pouvoirs qui dépassent largement, à ce qu'il me semble, ceux de la plupart des gouvernements des pays du monde. Une compagnie comme General Motors aux États-Unis a des ressources et des pouvoirs plus vastes que celles de la majorité des pays. En théorie, les pays dont nous parlons, même si leur population n'est que de 100,000 habitants, ont le droit souverain de dire «non». Les pauvres ont le droit de dire «non, nous ne voulons pas», excepté qu'ils n'ont en général pas de choix: face à l'énorme richesse d'un corps dépourvu de la sorte de souveraineté dont jouissent les gouvernements, ils finissent en général par succomber à cette richesse, à cette puissance et à cette technologie qui leur sont présentées.

En ce qui concerne le concept du libre-échange au Canada, qu'aurions-nous à offrir? Non seulement associons-nous un pays d'une taille onze fois plus petite que celle de l'autre, mais encore nous associons un pays très riche en ressources comme le Canada, avec un autre où le secteur de la fabrication est le plus développé au monde. Le Canada possède des ressources très recherchées qui se font rares, surtout aux États-Unis.

● (1640)

Qu'arrive-t-il si nous supprimons les barrières douanières? Nous avons pu constater ce qui arrive même quand on laisse exister ces barrières entre le Canada et les États-Unis. Nous sommes devenus l'arrière-pays de mines et de ressources pour les États-Unis. C'est ce que nous sommes aujourd'hui, mais que deviendrons-nous sans les quelques barrières qui restent? Les économistes nous disent que nous avons un avantage relatif. Si nous avons du minerai de fer, il est bien évident que nous sommes avantagés sur ce point et que nous devrions le vendre. Pourquoi nous occuper de fabrication et de transformation, si nous avons du minerai de fer? Si nous avons des forêts, nous devrions vendre des produits forestiers. Si nous avons du pétrole, nous devrions nous en débarrasser, et si nous avons du gaz, il faudrait le vendre aussi. Quelles sont les conséquences d'une telle attitude? Allons-nous établir une industrie de transformation dans notre pays dans ces circonstances? Je ne le crois pas un instant.

Ce qui va se passer au Canada si nous vendons toutes nos ressources, c'est ce qui se passe actuellement dans les Maritimes, dans certaines parties de l'Ontario et de l'Ouest. Quand les ressources sont épuisées, les gens n'ont plus rien à faire. Quand il vous faut plonger 28 milles sous la mer pour trouver du charbon, vous n'intéressez plus personne, et les gens fiers doivent alors chercher autre chose de moins honorable. Le Canada deviendrait ainsi un

#### *Tarif des douanes*

arrière-pays épuisé. C'est bien ce qui risquerait d'arriver au bout d'un certain temps.

Il est vrai que notre population diminuerait très sensiblement, car l'industrie primaire n'a pas besoin de beaucoup de main-d'œuvre. Cette industrie n'emploie pas autant de travailleurs que le secteur de la fabrication. Notre pays pourrait compter 6 ou 7 millions d'habitants, avec un niveau de vie par tête d'habitant légèrement supérieur. Nous pourrions peut-être accroître notre revenu par habitant en ayant une population moindre. C'est un peu ce que les économistes ont proposé pour les Maritimes. Selon eux, les gens de cette région devraient partir pour que ceux qui restent aient un revenu supérieur. Est-ce là ce que nous souhaitons pour notre pays? Les gens des Maritimes ont bien entendu rejeté cette idée et je pense que le Canada tout entier en ferait autant. Nous ne voulons pas devenir le pays le plus peuplé du monde, mais nous ne voulons pas non plus devenir le plus clairsemé.

Si l'on suit la même tendance que par le passé, on aura besoin de la même structure sociale et des mêmes régimes fiscaux que nos partenaires commerciaux. Nos ententes avec les autres pays sur le plan politique ne revêtraient plus tellement d'importance, mais nous aurions besoin du même régime fiscal. Nous serions l'objet de pressions considérables parce que l'industrie est souple et qu'elle peut se déplacer là où elle veut, en particulier les sociétés multinationales qui possèdent des ressources énormes dont elles peuvent se servir pour opposer non seulement des régions d'un même pays mais aussi un État souverain à un autre. C'est précisément ce qu'elles font—très facilement d'ailleurs—avec certaines provinces du Canada.

Tout cela signifie que si les États-Unis avaient d'un certain système de valeurs qui influençait son régime fiscal, le Canada serait obligé d'adopter exactement le même système, autrement les industries menaceraient de déménager parce que leurs impôts seraient moins élevés aux États-Unis qu'au Canada. Elles exigeraient que le Canada adopte les mêmes dispositions fiscales, sinon elles retourneraient aux États-Unis.

En fait, c'est ce qui s'est passé sans libre-échange. L'unique raison invoquée par le gouvernement pour justifier son projet d'abaisser le taux d'imposition des sociétés et d'offrir des avantages appréciables aux fabricants canadiens, c'était de compenser le programme DISC aux États-Unis. Le gouvernement a prétendu que les États-Unis avaient décidé d'encourager ses sociétés multinationales à accroître leurs activités de fabrication aux États-Unis, ce qui n'était qu'une simple question d'administration. L'encouragement consistait en stimulants et en avantages fiscaux.

Deux options s'offraient à notre ministre des Finances (M. Turner). Il pouvait considérer cette mesure comme une taxe discriminatoire ou une sorte de dumping et imposer des taxes équivalentes sur les importations des États-Unis, ou encore, parce que nous avons toujours eu un faible pour le libre-échange, ce qui est bon, à mon avis, le ministre pouvait en faire autant. Autrement dit, il pouvait accorder les mêmes concessions fiscales qu'aux États-Unis en vue de compenser le programme DISC, d'empêcher l'exode de toutes les filiales de sociétés américaines. Ce fut la voie choisie par le ministre. Sans vouloir critiquer cette décision, je veux simplement rappeler ce qui s'est passé, pour montrer comment il faut uniformiser les systèmes de valeurs quand on fait partie d'une zone de libre-échange.